

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

SAM. 19, DIM. 20 ET LUN. 21 JANVIER 1980 — No 12 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

L'état de santé du président Tito s'aggrave

L'état de santé du maréchal Tito ne semble pas devoir s'améliorer. Après la publication d'un bulletin de santé indiquant que « l'état de la jambe opérée s'est légèrement aggravé », on apprenait que le cœur et les poumons donnaient des signes de faiblesse.

Les membres de la présidence de la République et de la Ligue des communistes yougoslaves ont quitté Belgrade pour Ljubljana où est soigné le chef de l'État, tandis que du monde entier affluent les messages formulant des vœux de rétablissement.

L'issue tout à fait incertaine de l'état de santé du maréchal continue d'alimenter une vive inquiétude concernant la situation dans les Balkans. Les peuples des Républiques de Yougoslavie poursuivent leur mobilisation afin de faire face à toute éventualité en réaffirmant que le non-alignement constitue une orientation durable pour leur pays.

Corse : d'autres manifestations et grèves sont envisagées

Lire en page 3

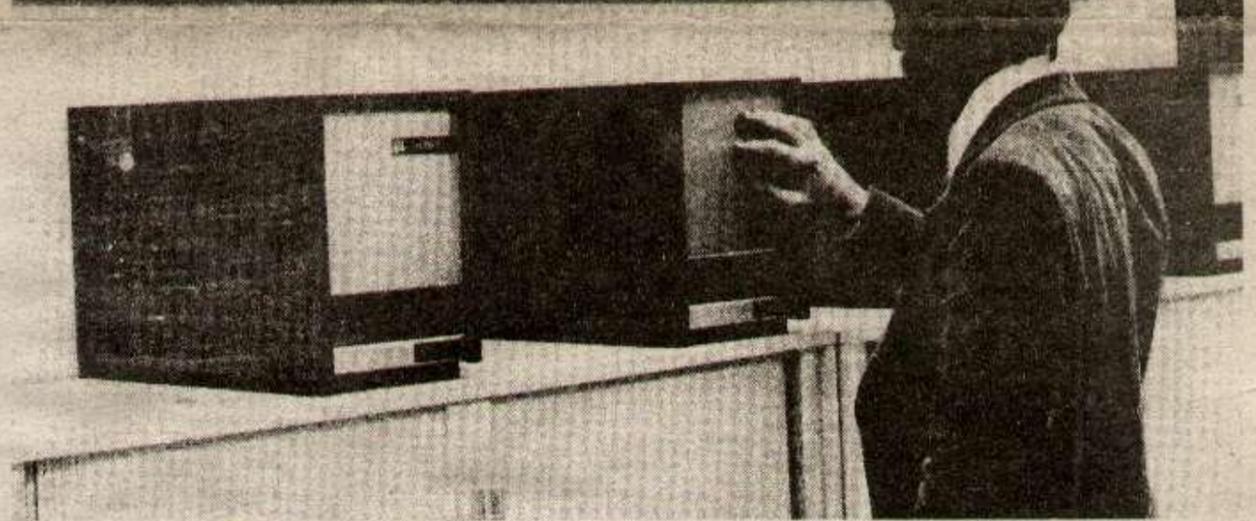
Chômage, encore plus long.

Des dizaines de milliers de chômeurs sans indemnité

Lire en page 7

Le prix de la santé

A compter du 1er mai, les mutuelles n'auront plus le droit de rembourser intégralement les frais médicaux



Afghanistan

Violents combats autour de Kaboul

80 000 soldats et 3 000 blindés participent à l'offensive soviétique



Lire en page 3

12 millions de chefs de famille, 23 millions de personnes bénéficiaient jusqu'à ce jour des services de mutuelles leur garantissant un remboursement des frais de maladie bien supérieurs à celui de la Sécurité Sociale. Dans la majorité des cas, les frais médicaux étaient même remboursés intégralement. A partir du 1er mai prochain, et en vertu d'un décret signé par Barre le 15 janvier, ce ne sera plus le cas.

Avec l'instauration du « ticket modérateur d'ordre public », il s'agit de laisser à l'assuré 1/5e des frais non remboursés par la Sécurité Sociale, soit environ 5 % du montant des ordonnances médicales et pharmaceutiques. Même si cette mesure ne touche pas les frais d'hospitalisation et les maladies que la Sécurité Sociale veut bien considérer comme grave, on devine les conséquences de cette mesure.

D'abord, une nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat des familles populaires, qui vient s'ajouter à l'augmentation des cotisations. Dans bien des cas, ce seront les familles les plus pauvres qui seront touchées, puisque le taux de maladies y est supérieur à la moyenne.

Mais il y a plus grave encore. Il est des gens du peuple qui devront plus encore qu'auparavant faire des choix, regarder dans le porte-monnaie avant d'aller voir le médecin, calculer avant de se soigner ! La nouvelle mesure inique de Barre, c'est un impôt pour les malades, c'est un pas supplémentaire dans l'inégalité des soins.

Scandaleuse, cette mesure n'a pas même l'argument de réduire les dépenses de la Sécurité Sociale : une récente étude officielle indiquait que les personnes remboursées à 100 % coûtaient moins à la Sécurité Sociale, parce que se soignant mieux, leurs dépenses hospitalières étaient moindres.

dossier

Le plan du « grand Sud-Ouest » en Languedoc Roussillon : une menace sur l'emploi

Le président de la République avait annoncé sa visite dans le Languedoc-Roussillon pour début 1980. L'accueil qu'il a reçu en Aquitaine et à Toulouse en particulier lui en a, semble-t-il, ôté toute envie. Raymond Barre qui était officiellement annoncé pour le 22 janvier à Narbonne et Montpellier ne viendra pas non plus. La prolongation de la ses-

sion parlementaire extraordinaire en est, paraît-il, la cause. Décidément, nos grands hommes semblent redouter le choc avec les travailleurs. Pourtant, ils venaient parler du plan du Grand Sud-Ouest, cette potion magique qui, selon Giscard, « va faire du Grand Sud-Ouest un modèle de la nouvelle croissance pour la France... et l'Europe » !

UN PLAN ÉCONOMIQUE

Que ce plan ait été présenté par le président de la République lui-même à Mazamet, un an avant les élections présidentielles de 1981, ne laisse aucun doute sur l'intérêt électoraliste de l'opération. Mais l'essentiel n'est pas là. Ce plan se veut économique, et, au-delà des sommes d'argent débloquées, des créations d'emplois autour desquelles beaucoup de bruit est fait, il s'agit pour la bourgeoisie en place de prendre en main ces trois régions quelque peu « délaissées », du fait de leur situation géographique excentrée. D'abord, sur le plan des ressources naturelles et autres (hydrocarbures, forêt, vignobles, tourisme, etc.), ce qui fait dire à Giscard que ces régions sont une sorte de « Texas français ». Mais aussi, dans le cadre de l'élargissement du Marché commun, ces régions occupent désormais une place privilégiée, charnière et carrefour, vers les marchés de l'Europe du Sud et le Bassin méditerranéen. Si ce plan décennal ne présente pas, au premier abord, le visage terrible des licenciements dans la sidérurgie (Nord et Lorraine), il procède — n'en doutons pas — des mêmes intentions : restructuration et rentabilisation capitalistes.

D'ailleurs, comment pourrait-il ne être autrement ?

DIX MILLIARDS DE FRANCS ET DES CRÉATIONS POUR LES PATRONS

On fait grand bruit autour des crédits qui vont être débloqués : près de 15 milliards de francs. Il suffit de voir à quoi ils sont destinés.

— Dans le cadre du financement des entreprises, le capital des sociétés de développement régional (SDR) sera doublé. Ainsi, pourront-elles prendre davantage de participations dans les affaires.

— Les frais engagés par les petites et moyennes entreprises (PME) seront allégés et l'État prendra à sa charge des frais d'étude de gestion ou de marché.

— De nombreuses primes et prêts seront alloués pour faciliter la création d'entreprises et développer les petites et moyennes industries (PMI).

— Sans compter les diverses mesures telles que les primes à l'embauche, les exonérations d'impôts pour les cinq premières années, les bas prix sur les terrains et les prêts...

— De grandes banques nationales seront décentralisées dans le Sud-Ouest. Des créations directement au service des pa-

trons : un atelier régional d'appui aux créations d'entreprises en Lozère ; un centre d'études et de recherche en génétique et technologie alimentaires à Montpellier de même que l'implantation d'un centre universitaire national de calcul électronique, d'un complexe agronomique méditerranéen et tropical, toujours à Montpellier.

DES LICENCIEMENTS POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Le terme qui revient le plus souvent est celui de compétitivité et on sait ce que cela veut dire pour les travailleurs. Pompeusement,

pos des Houillères du Bassin des Cévennes, les textes sont clairs : « La conversion engagée depuis plusieurs années doit être poursuivie » alors que les mineurs d'Alès mènent courageusement la lutte contre la fermeture des mines.

Dans l'Hérault, ce sont plus de 3 000 licenciements qui ont eu lieu dans le bâtiment, ces dernières années ; c'est la fermeture annoncée pour 1981 de l'usine Eurocéral (700 personnes) ;

— Ce sont les menaces sur les unités de l'AOIP à Béziers ;

— Sans compter les licenciements à Sud-Couleur Service à Montpellier.

défendent — sauront bien utiliser cet argent.

Ce sont aussi des projets de construction de barrages non seulement dans la vallée de l'Hérault mais aussi à Conqueyrac, dans le Gard, qui entraîneront pour le premier l'arrachage de 8 500 hectares de vignobles.

— La rentabilisation de branches entières de produits agricoles (légumes, ovins, fruits, huile) avec l'entrée de l'Espagne dans la CEE et le renforcement des trusts agro-alimentaires. L'avenir n'est guère souriant pour les petits viticulteurs, d'autant que la bonne récolte enregistrée au cours de la dernière vendange (32 370 151 hectolitres) promet dès



on pourrait dire cyniquement, les textes officiels annoncent pour le Languedoc-Roussillon la création de 2 085 emplois dus soit à l'extension d'activités déjà implantées, soit à des implantations nouvelles. Mais, curieusement, les précisions données annoncent seulement trois créations d'entreprises.

— Le groupe Saint-Elie (agro-alimentaire) à Alès dans le Gard : 250 emplois annoncés — la SCIFOREL (transformation du bois) à Alès : 100 emplois annoncés

— Bahlsen (biscuiterie) à Nîmes : 300 emplois annoncés. Mais l'expérience a prouvé, en particulier lors de la reconversion des mines, qu'il y a loin entre ce qui est annoncé et ce qui est réalisé.

Par contre, ce dont on est sûr, c'est :

— En Roussillon : Les 75 licenciements de Punto Blanco (textile) à Perpignan ; Dans l'Aude, après les licenciements dans la chaussure, le sort des ouvriers de Formica à Quillan n'est pas réglé ;

Dans le Gard, après les 45 licenciements de Vallourec, les mises à la retraite continuent. Il est prévu de fermer la centrale thermique du Fesc près d'Alès. A pro-

LA LIQUIDATION ACCÉLÉRÉE DES PETITS ET MOYENS VITICULTEURS

Le plan prévoit la reconversion de 100 000 hectares de vignes, d'ici dix ans. En clair, c'est la liquidation pure et simple de milliers de petits viticulteurs. Seuls les gros propriétaires pourront transformer leur exploitation. D'ailleurs les dernières propositions du co-

à présent aux grands monopoles du vin de réaliser de bonnes affaires et de pousser à la stagnation des cours du vin.

LA BATAILLE CENTRALE C'EST L'EMPLOI

Ce rapide survol permet de mesurer les buts poursuivis par les représentants des capitalistes au pouvoir : restructurer et rentabiliser le Sud-Ouest pour en faire un instrument dans le cadre de la compétition européenne.

Le renforcement de l'unité européenne ne représente aucun aspect positif et l'appétit dévorant de cette dernière en souligne toute l'importance — mais il faut combattre pied à pied toutes les mesures dont les conséquences seraient néfastes pour les travailleurs. Et le plan du Grand Sud-Ouest, plan capitaliste, va entraîner de nombreux licenciements dans la classe ouvrière et les travailleurs de la terre, ainsi que l'augmentation du chômage. Aussi nous appelons les travailleurs à se mobiliser pour la bataille de l'emploi. Et les communistes-marxistes-léninistes, comme par le passé, seront à leurs côtés.

Michel LOPEZ

Le grand Sud-Ouest

Trois régions (Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon), dix-huit départements, 6,5 millions d'habitants ; développement industriel de 2 % inférieur à la moyenne nationale.

mité économique et social du Languedoc-Roussillon avancement la somme de 185 millions de francs allouée aux SAFER pour procéder à cette reconversion. Gageons que le dirigeant des SAFER, en bons serviteurs de la politique gouvernementale — même s'ils s'en



Campagne de soutien au Quotidien du Peuple Pour l'existence en France d'un quotidien communiste

ABONNEZ-VOUS, FAITES DES ABONNES 4 MOIS : 100F

Abonnement 1 an : 350F
En cadeau (au choix) :

- Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine
- Un livre de 80 pages : «Munich 1938 : de la capitulation à la guerre»

NOM (en majuscules) :
Prénom :
Adresse :
Cadeau choisi :
A retourner à : Le Quotidien du Peuple
BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19
Crédit Lyonnais : Agence ZU 470 - Compte No 6685
CCP No 23 132 48 F - PARIS

Violents combats autour de Kaboul

De violents combats, à l'arme lourde, se sont déroulés jeudi 17 janvier à proximité de l'aéroport de Kaboul, rapportent diverses sources en provenance d'Islamabad (Pakistan). Ces combats ont opposé les troupes soviétiques à des soldats de l'armée afghane.

D'autres heurts ont eu lieu à l'intérieur même de la ville, dans le quartier de Bala Hisar. Selon plusieurs observateurs, le dispositif soviétique encerclait complètement Kaboul, avec des pièces d'artillerie pointées vers la ville. Toujours à Islamabad, les rebelles musulmans afghans ont annoncé une recrudescence des combats, et la mort de 280 soldats soviétiques. Ils ont également affirmé que quinze soldats soviétiques de la base aérienne de Begram avaient « déserté » et rejoint la rébellion dans le district de Panjsher.

Selon des experts militaires français, la présence soviétique en Afghanistan serait de 80 000 hommes, répartis en sept divisions, et quelques 3 000 blindés. Les différents mouvements de résistance indiquent que, dans la province de Baghlan, 4 000 soldats afghans, dirigés par des officiers musulmans, ont dé-



serté en l'espace de trois jours. C'est sans doute cette situation qui amène l'armée soviétique à envisager une « réorganisation » de l'armée afghane. Dans le plus pur style des forces d'occupation, l'URSS essaye ainsi de créer de toute pièce des troupes fantoches destinées à la répression du peuple afghan, en s'appuyant sur leur connaissance du terrain.

Les défenseurs de l'agression, et en premier lieu la direction du PCF, mettront évidemment en doute toutes ces informations. Mais si la situation était aussi rose que le décrit *L'Humanité*, pourquoi les journalistes étrangers ont-ils été consignés dans leur hôtel de Kaboul ? Pourquoi les journalistes américains sont-ils expulsés ?

Giscard hausse le ton : il demande des « informations » à Brejnev

Le gouvernement français ne se contente plus d'une position de principe condamnant l'ingérence russe. Il passe à l'offensive, et de quelle manière ! Giscard vient d'envoyer une lettre à Brejnev. Sur un ton diplomatique, Giscard demande à Brejnev de « préciser ses intentions en ce qui concerne l'Afghanistan ». Giscard aimerait par exemple « savoir de façon plus nette et à quelles conditions les troupes soviétiques quitteront ce pays ». Pour avoir toutes ces informations, Giscard propose « un échange de vue approfondi » à un niveau élevé. Il semble cependant exclu que François-Poncet se rende à Moscou dans un bref délai, et « l'échange approfondi » pourrait avoir lieu lors de la visite prévue de Gromyko à Paris... en avril.

Le boycott des jeux olympiques de plus en plus sérieusement envisagé

L'idée d'un boycott des Jeux Olympiques de Moscou, avancée par certains Etats, comme l'Arabie Saoudite, peu de temps après le début de l'invasion soviétique en Afghanistan, prend de l'ampleur. Aux Etats-Unis, sans que le gouvernement ait pris officiellement position, les voix se multiplient en faveur du boycott.

Carter, le vice président

Mondale, le secrétaire d'Etat Vance, ont tous été dans le même sens. Un mouvement d'opinion se crée ainsi aux Etats-Unis, soutenu par la presse, et même le syndicat AFL-CIO. Le comité olympique américain, qui est en principe complètement indépendant du gouvernement, devrait cependant se rendre aux raisons de ce dernier. Selon Cyrus Vance, la décision serait prise « à la

mi-février au plus tard ». En Grande-Bretagne, Thatcher a pris la même position. Actuellement, trois solutions seraient envisagées : transférer les J.O. dans une autre ville, peut-être Montréal ; retarder les J.O. en 1981, ou bien organiser les « contre J.O. » regroupant l'ensemble des pays boycottant la réunion de Moscou. En France, le ministre Soissons a réaffirmé son opposition à tou-

te idée de boycott ; selon lui, il serait « maladroit » de mélanger le sport à la politique et « maladroit » de tuer « l'idéal olympique ». Comme si de longue date les Jeux Olympiques n'étaient pas une affaire politique ! Comme si l'URSS ne comptait pas sur la « fête » de l'été 1980 pour masquer la réalité de sa politique intérieure et internationale !

Giscard, Superphénix et l'allumette au phosphore

Vendredi 18 janvier au matin, pour répondre aux questions d'*Europe 1* sur le nucléaire, le président Giscard d'Estaing avait bien appris sa leçon. Tous les clichés habituels et officiels y sont passés. Pour avoir quand même un petit apport personnel sur la question, le président a fait quelques comparaisons osées. Pour lui, Superphénix ne serait pas plus dangereux qu'une simple allumette au phosphore... Faut-il lui rappeler qu'une simple allumette peut faire beaucoup de dégâts ?

Globalement, tout va bien sur le front de l'énergie. On a finalement du pétrole « en quantité pas négligeable », on est « dans le peloton de tête » pour

les énergies nouvelles, on va « économiser » en 1985, par une politique sage, presque l'équivalent de la production électrique nucléaire. Pour ce qui est du nucléaire, c'est la vraie poule aux œufs d'or : il est « rentable » (13 centimes le kWh nucléaire, contre 24,5 centimes pour le kWh-fuel). Il permet à « la France d'être indépendante », en pillant l'uranium d'Afrique (« on a acquis des droits dans le monde »). On pense que ça peut durer longtemps... Les centrales du type surrégénérateur vont nous donner un potentiel en énergie « comparable à celui de l'Arabie Saoudite ». S'il n'y avait pas le nucléaire, on connaîtrait actuellement des coupures de courant. Tout le

monde nous envie en Europe. Merci au « bon sens et à l'intelligence des Français ». Bien sûr, il y a des problèmes d'information, mais ça va aller mieux. On sera informé avant, et non plus après les décisions... Les dangers ? Il n'y a pas encore eu de mort, « travailler dans une centrale est moins dangereux que passer une radio ou aller une semaine aux sports d'hiver ». Enfin, les riverains des centrales vont payer le courant 15 % moins cher...

Tout y est donc passé, en une vingtaine de minutes. Tout, sauf par exemple le problème sérieux des déchets, dont on ne sait toujours pas vraiment quoi faire. Des affirmations caricaturales qui méritent toutes

de profondes corrections, que ce soit sur l'indépendance, en fin de compte liée au pillage de l'Afrique, ou sur la sécurité. Des accidents, des fuites radio-actives, il y en a déjà eu, et pas seulement en Amérique... MC

Ouf !

Ce coup-ci, c'est vraiment fini. La session extraordinaire de l'Assemblée nationale a été officiellement close jeudi soir, après que les députés aient pris connaissance de l'acceptation par le Sénat du budget 1980, dans les mêmes termes que ceux de l'Assemblée.

Corse : d'autres manifestations et grèves sont envisagées

Le gouvernement a relâché mercredi 16 janvier trois patriotes corses dont François Buteau, membre du groupe *Canta u populo corsu*. Trois sur 102 militants en prison, on est loin du compte.

Mercredi à Ajaccio, les membres de la « *Comcolta di u cantu* », association qui regroupe les principales formations culturelles corses, a occupé le local de la SACEM en signe de protestation.

A Bastia, le théâtre a fait salle comble pour un meeting du collectif des organisations démocratiques. Jean Santucci, porte parole du collectif et secrétaire de l'UD-CGT, a notamment précisé : « Depuis plusieurs années, par des voies diverses, de nombreuses organisations syndicales, politiques, socio-professionnelles et culturelles, ont dénoncé l'activité d'offices parallèles, telles Francia et le SAC. Les noms des exécutants et des inspireurs sont connus de tous. Pourtant, alors que d'un côté des dizaines de jeunes Corses croupissent en prison, du côté des barbouzes aucune arrestation n'est opérée, aucun procès n'est envisagé.

(...) Le pouvoir a joué la carte de la tension et de l'affrontement dans le seul but que ne soit pas connue l'activité de Bertolini ».

De nouvelles actions sont envisagées par le collectif, sans doute pour la journée de jeudi prochain, qui pourraient se traduire par de nouvelles manifestations et grèves.

Jeudi 17 janvier dans la soirée, une trentaine de femmes, Corses nationalistes, occupaient une station de radio de l'île, afin d'obtenir la diffusion sur les ondes d'un communiqué reprenant les principales revendications contre la répression.

Quant au dossier des barbouzes, qui « n'existe pas », un nouvel élément en forme d'aveu vient s'y ajouter. Mercredi, un brigadier de police de Corte notoirement connu pour ses activités barbouzardes dans le cadre du groupe Francia quittait précipitamment l'île. Ce Charles Falconnetti est muté à Nice. Antoine Sanguinetti expliquait jeudi soir que cette mutation vient à point pour éviter les révélations que l'individu aurait pu être amené à faire. A la préfecture, et sans aucun doute même à l'Élysée, on n'aurait pas aimé ce déballage.

Angers

Contre les expulsions d'étudiants étrangers, après les matraquages, la lutte s'élargit

La lutte contre les expulsions d'étudiants étrangers se poursuit et s'élargit à Angers (voir notre édition du 17 janvier). Les étudiants qui poursuivent l'occupation de la présidence de l'université ont reçu le soutien des syndicats et des personnels universitaires. Des tracts doivent être distribués dans les entreprises conjointement par les étudiants et par les syndicalistes et une nouvelle manifestation doit avoir lieu vendredi 18 janvier avec le soutien des unions locales CGT, CFDT et FEN. Sur le campus, la grève se renforce.

La violence dont ont fait preuve les forces de répression contre la manifestation du mercredi 16 n'y est pas pour rien.

Deux participants témoignent de cette brutalité commandée par la préfecture.

« Nous avons manifesté dans le calme jusqu'ici en passant devant la mairie et la préfecture. Devant le refus du préfet de nous recevoir, nous avons continué notre manifestation tranquillement jusqu'à la place devant la caserne des pompiers. D'ailleurs nous avions pris des précautions pour que ceux-ci puissent sortir en cas d'urgence. Nous leur avons expliqué notre lutte : C'est au moment où nous allions nous disperser que la police urbaine est intervenue, elle est venue vers nous et sans sommations nous a matraqués. C'était la panique générale ; plusieurs sont tombés à terre ; les policiers se sont acharnés sur un gars qui tenait une banderole et sur celui qui avait la sono dans une voiture ; ce dernier devra être hospitalisé. Ensuite, ce sont les CRS au nombre d'une centaine qui nous ont chargés sur une autre place où l'on s'était regroupé. », déclare une étudiante. Une autre ajoute : « Les pompiers qui étaient sortis n'en revenaient pas et ceux-ci ont tout de suite décidé de nous soutenir en empêchant les flics de pénétrer dans la caserne où des étudiants s'étaient réfugiés. Certains étaient même prêts à sortir contre les flics. Leur violence était aveugle, une femme de cinquante ans qui passait par hasard a été rouée de coups ; d'ailleurs, nous l'avons revue pour qu'elle témoigne sur l'agression des flics. S'ils pensent nous faire peur, ils se trompent ».

NOUS PUBLIERONS DEMAIN LA SUITE DE NOTRE DOSSIER :

La bourgeoisie française face aux dangers de guerre

politique

Meeting jeudi soir à Paris

Liberta per tutti i patrioti

Libération de tous les Corsés emprisonnés, retrait de l'île de toutes les forces de répression — y compris la Légion étrangère — dissolution des polices parallèles et condamnation des barbouzes du groupe Francia, dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat et reconnaissance pour le peuple corse du droit à décider lui-même de son destin.

Telles sont les exigences qui furent successivement réaffirmées jeudi soir à la Mutualité à Paris au cours du meeting organisé par le comité de soutien aux emprisonnés et soutenu par 27 organisations.

Première riposte largement unitaire dans la capitale aux provocations du pouvoir à Bastelica et Ajaccio. Le meeting de jeudi réunissait côte-à-côte Corsés résidents à Paris et militants de gauche tandis qu'à la tribune se succédaient les représentants de la LCR, de l'OCI, de l'OCT, du PCRml et PCML, du PSU, de l'association des Kanaks en France soulignant la solidarité des peuples des «DOM-TOM», et de Nouvelle Calédonie en particulier, avec le peuple corse et très chaleureusement applaudis.

L'amiral Antoine Sanguinetti était également venu apporter son soutien. «Les barbouzes existent Monsieur le ministre», déclarait-il, s'a-

dressant à Bonnet, «je suis prêt à en témoigner».

MM. Debarge et Fillip Codaccioni, respectivement au nom du PS et du PCF, venaient ensuite témoigner des «différentes sensibilités politiques» qui se manifestèrent dans le soutien aux revendications du peuple corse.

Un Corse sur mille est aujourd'hui en prison. Ce chiffre, rapporté à la population du continent, équivaldrait à 50 000 prisonniers politiques.

Ils sont aujourd'hui 102 et peut-être même 118 ou 120 qui croupissent dans les prisons françaises.

Ils sont déjà condamnés par la Cour de Sûreté de l'Etat, pour un total effarant de 140 années de prison ou inculpés, en attente de jugement, par cette même juridiction d'exception, soumis aux humiliations, aux brimades et pour certains aux régimes des quartiers de haute sécurité !

Voilà comment Giscard répond à ce «besoin irrépressible du peuple corse de pouvoir mettre son nez dans ses propres affaires» qui était si fortement évoqué jeudi soir par les militants corses de l'organisation d'aides aux emprisonnés «A Riscosa» et du collectif corse de Paris.

Pierre MARCEAU

L'optimisme des patrons

« Pour les premiers mois de 1980, les chefs d'entreprise formulent des prévisions relativement sereines... Le seul secteur qui paraît menacé à très court terme d'un ralentissement de l'activité est la construction automobile, compte tenu du tassement de la demande », écrit le CNPF. Satisfait des résultats de 1979, le patronat envisage une amélioration de la situation financière des entreprises.

Cela au moment même où Ceyrac déclare : « Nous sommes, pour la durée du travail, dans une impossibilité d'aller plus loin ». Le patronat compte augmenter ses profits et continuer de s'opposer catégoriquement aux revendications des travailleurs. C'est ça l'optimisme des patrons.

La succession du directeur du « Monde »

La société des rédacteurs du Monde vient de sélectionner par un vote indicatif cinq candidats à la succession de Jacques Fauvet, directeur du journal depuis dix ans. Le mandat de ce dernier se terminera le 31 décembre 1982.

Avant le vote définitif, qui sera prononcé par une assemblée générale des porteurs de parts de la SARL Le Monde, les autres catégories de personnel du journal devront donner leur avis, puis les associés, enfin, une nouvelle fois la société des rédacteurs, le 24 février. Aucun candidat ne se détache très nettement pour l'instant.

Après l'agresssion soviétique

Au sein du PCF, un trouble très profond

Plus de 200 militants du PCF ont signé à ce jour la pétition dénonçant l'agression soviétique en Afghanistan. C'est un chiffre non négligeable, qui prend plus de signification encore quand on sait que parmi ces signataires

figure un nombre important de cadres intermédiaires, responsables de cellules et de sections, et même membres de comités fédéraux ou permanents.

Il ne s'agit pourtant là que de la partie visible de l'iceberg. Toutes les sources concordent pour insister sur l'ampleur des interrogations et des critiques qui sont apparus dans les organisations du PCF dès les derniers jours de décembre.

Fait notable, la condamnation de l'invasion soviétique, puis la condamnation de l'approbation par la direction du PCF, a été loin d'être le seul fait de militants engagés auparavant dans une réflexion critique. On a vu des nouveaux membres de comités fédéraux, depuis le 23^e congrès, faire part publiquement de leur désaccord. On a vu des cellules divisées sur le type de rapport à entretenir avec le PS faire leur unité sur ce point précis de la condamnation de l'invasion soviétique. Certaines cellules ont même reporté «sine die» leur assemblée de remise des cartes en signe de protestation.

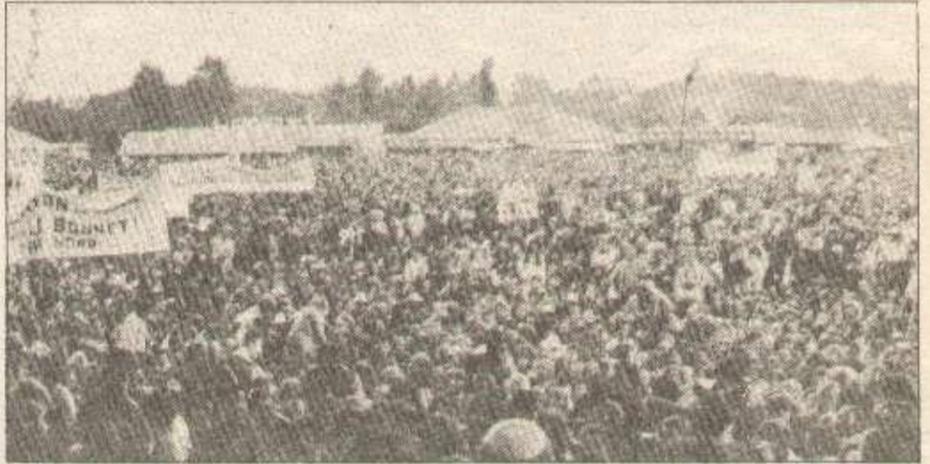
DEUX QUESTIONS DES MILITANTS

Sans évidemment prétendre dresser un tableau exhaustif des interrogations et du type de critiques qui se multiplient dans le PCF, on peut cependant dégager deux questions — essentielles — qui motivent les oppositions.

Pétition «Union dans les luttes» : 8 500 signatures

Il y a trois semaines maintenant, une centaine de militants du PCF et du PS lançaient une pétition « pour l'union dans les luttes ». Aujourd'hui, c'est près de 8 500 signatures qui ont été recueillies. Parmi celles-ci, 500 ouvriers et employés de Renault-Billancourt, 100 travailleurs d'Air France, 80 de Renault-Sandouville, etc. Selon certaines informations, les signataires entendent maintenant mettre en place des « comités d'union ».

D'abord, qui a «demandé l'aide» des troupes soviétiques, puisque telle est l'explication officielle. L'Humanité, en citant Fiterman, Marchais, Brejnev, et d'autres, a donné des réponses contradictoires : est-ce le gouvernement en place, dont le chef Amin, a été assassiné le lendemain ? Est-ce une partie de ce gouvernement ? Est-ce une partie de l'opposition ? Est-ce le chef actuel, Karmal, qui se trouvait alors en exil à Prague ? De telles incohérences dans les réponses amènent des membres du PCF à penser que «l'aide soviétique



Les interrogations sur la position du PCF sur l'Afghanistan touchent profondément un grand nombre de ses militants.

demandée depuis longtemps» masque en réalité une volonté délibérée de s'installer en Afghanistan.

La deuxième interrogation, qu'on retrouve assez largement, s'appuie sur l'ampleur du déploiement militaire soviétique. «Pourquoi des dizaines de milliers de soldats ? Pourquoi n'avoir pas permis au peuple afghan de s'armer lui-même pour faire face aux menées impérialistes ?», nous disait un militant. L'idée sous-jacente, parfois exprimée, c'est que c'est au peuple afghan de se déterminer lui-même, sans le recours des chars, fussent-ils soviétiques. La direction l'a bien compris qui cherche à accréditer l'idée comme quoi l'état d'arrière-pensée de l'Afghanistan rend illusoire la libre détermination du peuple (cf. QDP du 18/1).

DEUX «REPONSES» DE LA DIRECTION

De telles interrogations sont suffisamment nombreuses pour que la direction du PCF les prennent en compte. Les réunions centrales se multiplient depuis 2 semaines : réunion des secrétaires fédéraux, des «43 entreprises reliées au CC», et du CC lui-même, lundi 21 et mardi 22 janvier. Même dans ce dernier organisme des contradictions semblent se faire jour.

Il y a les arguments que développe chaque matin la presse du PCF, mais il en est d'autres, à usage interne. Ainsi cette «explication» fournie à un comité fédéral du Sud de la France, au terme d'une réunion houleuse : «On ne peut pas vraiment savoir ce qui se passe en Afghanistan ; c'est loin, les moyens de communications sont quasi-inexistants, et les sources d'information non-officielles sont le fait de diplomates ou de journalistes occidentaux, donc favorables à l'impérialisme. La position de la direction, elle, est fondée, puisque Marchais a eu des informations très précises à Moscou. Ces informations

ne peuvent pas être communiquées aux membres du Parti, puisqu'elles touchent aux grandes questions internationales». On peut ironiser sur ce genre d'arguments, et certains militants ne s'en privent pas.

Reste que d'autres hésitent à se prononcer, s'interrogent pour savoir s'il n'y avait pas vraiment un plan de l'impérialisme américain pour s'éparer de l'Afghanistan, etc... Parallèlement, et de manière plus ample semble-t-il, la direction tente de se servir, pour étouffer les critiques, des attaques dont le PCF est l'objet en ce moment. Citons ici les propos tenus par un secrétaire d'une cellule de la banlieue parisienne : «Rendre publique ses désaccords, c'est affaiblir le PCF. Or, Giscard cherche à affaiblir le PCF, et la campagne anti-communiste qui se développe en est la preuve. Donc, ceux qui s'expriment hors du parti, font le jeu de Giscard».

Cette fausse logique a déjà largement servi dans le PCF depuis mars 1978, et elle est sans effet sur un certain nombre de militants critiques. Mais répétons-le,

le trouble provoqué par l'agression soviétique dépasse de très loin ce cadre, et il se trouve aujourd'hui des militants du PCF véritablement déchirés entre leur volonté d'affirmer leur hostilité à l'agression et le désir de ne pas «tomber dans le piège de la campagne anti-communiste». Jean Ristat, le secrétaire d'Aragon, ne disait pas autre chose dans une sorte d'autocritique («j'ai choisi mon camp») que L'Humanité s'est empressé de mettre à la «une» de son édition de jeudi.

Pour efficaces qu'ils soient, ces arguments de la direction ne parviennent pas à masquer l'ampleur des critiques. Des voix s'élèvent, qui sont entendues. Certaines cellules en sont même aujourd'hui à diffuser par tracts leurs positions à elles, fondées sur la base de leurs informations et de leurs débats propres. Sans doute s'agit-il d'exemples isolés, mais ils indiquent combien sont vives les contradictions qui secouent le PCF sur la question de l'Afghanistan.

Nicolas DUVALLOIS

Condamné à un mois de prison ferme pour «participation à un climat de violence»

Un jeune chauffeur-livreur de 20 ans, Florian Carlot, a été condamné à un mois de prison ferme et quinze jours avec sursis pour avoir participé à un « climat de violence ». Les faits se sont produits le 19 mai dernier, lors d'un concert pop à Marseille. Alors qu'environ 150 jeunes attendaient pour rentrer dans la salle, des tensions s'étaient produites à la suite de l'intervention de la police, venue avec des chiens. Deux jeunes avaient été interpellés, pour «violences à agents». Absolument aucun fait n'ayant pu être prouvé par la police, le procureur du parquet de Marseille a demandé la condamnation au nom du « climat de violence » qui s'était développé. Outre Florian Carlot, un autre jeune, Vincent Hinfray, étudiant en médecine, a été condamné à 1 500 F d'amende. La police, pourtant seule responsable de ce « climat de violence » n'a, bien sûr, pas été inquiétée.

Semaine du CEDETIM sur l'immigration : de riches débats

« Après le vote de la loi Barre-Bonnet, face aux autres mesures prévues, une semaine pour s'informer et pour débattre » : C'est en ces termes que le CEDETIM définit l'initiative (en cours actuellement) qu'il a prise d'organiser une semaine de débat sur l'immigration, à Paris, 14, rue de Nanteuil dans le 15^e arrondissement.

Au quatrième soir de cette semaine, les organisateurs considèrent que leur initiative est un succès. Cent personnes les trois premières soirées, 200 participants ce jeudi 17 janvier au soir : voilà qui est bien, en effet, en ces temps où les choses ne sont pas si faciles !

Vendredi soir, le débat porte sur « le mouvement ouvrier français et l'immigration » et la dernière journée — samedi — sera consacrée à des projections de films sur l'immigration. (« Après le dernier métro », tourné lors de la grève des nettoyeurs du métro, tous immigrés, en 1977 ; *Le Garage* : des jeunes immigrés dans une cité de la banlieue parisienne ; *La Bataille de Garges* après l'expulsion des résidents du foyer Sonacotra de Garges.

Après les premières soirées, les organisateurs insistent sur la richesse des discussions, et envisagent d'en tirer le bilan, peut-être, entre autres, sous la forme d'une brochure : « A nous de savoir en tirer la richesse pour que ces débats soient profitables aux luttes des immigrés », disent-ils.

Ce jeudi soir, il y a plus de participants que les jours précédents, peut-être à cause de la présence d'Otelo de Carvalho.

Sont intervenus, des Portugais, des Algériens, des Sénégalais, des Marocains, des Tunisiens... Le débat porte sur les causes et conséquences de l'immigration dans les pays d'origine. Les témoignages sont nombreux, en particulier sur les difficultés de réinsertion.

Les politiques mises en œuvre en Europe, les attitudes patronales avaient été l'objet du débat de lundi. A la lumière d'exemples nombreux, concrets, chiffrés, il est ressorti qu'en cette période de crise, l'objectif du gouvernement n'est pas tant de renvoyer les immigrés que de les « précariser » encore plus pour les asservir et ainsi « précariser » et mieux asservir l'ensemble des travailleurs.

La deuxième soirée, qui portait sur les lois et réglementations, mises en place ou en projet du côté du gouvernement, a encore éclairé cet aspect. Le débat auquel participaient des

membres du GISTI, du Syndicat de la Magistrature

et d'autres juristes, fut technique, précis et donc un peu ardu. Mais, s'agissant du projet de loi d'Ornano qui vient en « réponse » on ne peut plus négative aux légitimes revendications des résidents de foyers d'immigrés, les participants purent constater que ce projet frappait aussi les jeunes des FJT comme les retraités en maison de retraite...

Le débat déboucha donc à cette occasion sur les perspectives de lutte, de riposte, dans l'unité Français-immigrés.

C'est le problème dit de la deuxième génération qui faisait l'objet du débat de mer-

credi. Problème plus récent mais d'ampleur, car ils sont des centaines de milliers, ces enfants d'immigrés, nés en France ou y ayant vécu depuis le plus jeune âge. Problème plus récent, donc sujet à plus de controverses comme fut d'ailleurs controversée la notion même de deuxième génération.

Comment tirer toute la richesse de ces débats, afin qu'ils soient utiles aux luttes des immigrés et de tous les travailleurs ? Telle est bien, d'ores et déjà, la question qui se pose et que pose les organisateurs eux-mêmes...

G.C.



Les cheminots du Sud-Ouest reconduisent massivement l'action

Pour la quatrième fois consécutive, les cheminots des dépôts SNCF de la région Ouest ont reconduit leur mouvement de grève qui commença samedi soir, devait, rappelons-le, primitivement durer 48 heures dans un premier temps.

Parmi les cheminots qui ont décidé de poursuivre la grève engagée depuis cinq jours, on trouve ceux des principaux dépôts de la région : ceux de Nantes tout d'abord, où, sur 197 votants, c'est 175 d'entre-eux qui ont voté pour la reconduction, le chiffre de ceux ayant voté contre la poursuite du mouvement étant par ailleurs quelque peu en diminution. On avait pu, on le sait, hier noter déjà cette tendance dans différents endroits, notamment dans l'important dépôt de Ville-neuve-triage dans la région parisienne.

Toujours sur la région Ouest, le mouvement a par ailleurs été majoritairement

reconduit dans les dépôts de Vannes, La Rochelle, Saint-Brieuc, Le Mans.

Persuadés qu'un mouvement durable, mais aussi massif et bien organisé, est une des conditions pour imposer aujourd'hui des reculs sérieux à la direction de la SNCF, l'intersyndicale des cheminots nantais a, reprenant en cela les aspirations des grévistes, envoyé une lettre aux fédérations syndicales cheminotes, dans laquelle il leur est demandé de faire le travail qui leur revient, à savoir d'impulser la mobilisation à l'échelle du pays en s'appuyant sur les centres les plus en pointe dans la lutte.

Toujours en ce qui concerne le dépôt de Nantes, les cheminots de cette ville ont décidé de mieux se structurer, en mettant en place des piquets notamment, et d'autre part, de populariser leur mouvement en direction de la population, en manifestant.

Répression de la CGT à Renault-Billancourt

Les directions confédérales CGT et CFDT se rencontreront prochainement « pour examiner les conditions dans lesquelles la lutte peut être poursuivie ». C'est ce qu'a déclaré Georges Séguy à Antenne 2. Traitant de la situation en Afghanistan, il a précisé que « ceux qui pensaient que cette affaire allait entraîner une fracture du mouvement syndical doivent avoir un jugement plus pondéré ». Enfin, Séguy a affirmé qu'il n'y avait pas de crise à la direction de la CGT : « l'absence de huit membres du bureau confédéral n'est pas un phénomène exceptionnel ».

Prochaine rencontre CGT-CFDT

Les élections de délégués du personnel ont eu lieu jeudi 17 janvier à l'usine Renault de Billancourt. En obtenant 69,7 % des voix, la CGT progresse par rapport à l'année dernière (67,36 %). La CFDT reste stationnaire (15,05 % contre 15,29 % en 1979). Par contre, FO, la CFTC et la CSL sont en net recul. Sur les quelques 17 800 travailleurs inscrits dans le premier collège (ouvriers), 13 198 ont voté. Pour l'année 1979, et sur l'ensemble des établissements de la région Renault, les résultats des élections professionnelles s'établissent comme suit dans le premier collège : CGT 64 %, CFDT 22,34 %, FO 10,49 %, CFTC 1,8 % et CSL 0,70 %.

L'Ile de France pharmaceutique (IFP)

Oui à la réduction d'horaires, mais sans perte de salaire

L'IFP (Ile-de-France Pharmaceutique) est une entreprise de distribution de produits pharmaceutiques, intermédiaire entre les laboratoires, les usines de production et les pharmaciens. Depuis un an dans l'établissement d'Asnières (Hauts-de-Seine), la section CGT s'est reconstruite sur des bases de lutte à l'initiative de jeunes travailleurs et travailleuses.

Mardi 7 janvier, les travailleurs du R 12 (magasin d'entrée des marchandises) se sont mis en grève pour protester contre une réduction d'horaires de 43 h à 40 h non-compensée à 100 %. Ils ont occupé les locaux,

l'ensemble du personnel était informé par la CGT.

Le soutien s'est développé au niveau de tout le personnel (débrayages d'une heure chaque jour) et les revendications se sont élargies :

- prime de 300 F incorporée au salaire (pour les téléphonistes) ;
- augmentation de la prime de nuit ;
- embauche supplémentaire ;
- déblocage des coefficients ;
- amélioration des conditions de travail ;
- libertés syndicales.

Durant une semaine, la

direction a tergiversé pour ne pas satisfaire les revendications : tentative pour diviser les travailleurs, proposition d'une compensation moitié fixe, moitié en pourcentage (ce qui à terme n'est pas satisfaisant) ; diffusion d'un tract de la direction au personnel pour démobiliser les travailleurs. Face à ces manœuvres, ils ont tenu bon, les collectes se sont organisées : une au niveau des travailleurs de l'entreprise, l'autre au niveau des pharmaciens clients de l'IFP dont un nombre non-négligeable a marqué sa sympathie aux grévistes.

Finalement la direction a dû céder devant la détermination des grévistes et l'efficacité de leur mouvement. Lundi 14 janvier, elle accepte de négocier et cède sur la compensation d'horaires à 100 % : une moitié intégrée dans le salaire, l'autre sous la forme d'une somme fixe devant suivre l'évolution des salaires. Le travail a donc repris, mais avec comme condition que les négociations se poursuivent concrètement avec la direction générale sur le reste des revendications.

Correspondant ASNIERES

Chaque jour,

achetez le Quotidien du Peuple

dans le même kiosque

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple

NOUVEAU NUMERO

205-51-10

Le « redéploiement » américain contre le Tiers-monde

Tandis que le secrétaire d'État américain, Cyrus Vance, a déclaré que les USA donnaient un mois aux troupes soviétiques pour se retirer d'Afghanistan, à défaut de quoi les USA boycotteraient les Jeux Olympiques de Moscou, la presse américaine parle abondamment de ce qu'on appelle la « doctrine Carter » qui prévoit ni plus ni moins le redéploiement américain au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Ce redéploiement inclut l'assistance aux pays menacés par l'URSS, et l'élargissement de la coopération avec les pays arabes du Moyen-Orient.

En outre, les USA ont annoncé leur intention de renforcer leurs installations militaires dans l'île de Diego Garcia, dans l'océan Indien. Cette île est la seule base militaire permanente dont les USA disposent dans la région.

Vingt navires de la flotte américaine, dont le porte-avions Midway, croisent actuellement au large des côtes d'Oman. Ces mesures de l'impérialisme américain, qui entrent dans le cadre de sa rivalité avec l'autre superpuissance, l'URSS, se font au détriment de l'in-

dépendance des pays du tiers-monde qui les subissent. Un ministre de l'île Maurice a d'ailleurs « énergiquement » protesté contre la « transformation de l'atoll de Diego Garcia en base militaire ».

Par ailleurs, à propos des relations avec la Chine, Cyrus Vance a tenu à prendre quelques distances. En effet, les USA, selon lui, sont déçus du fait que la Chine a refusé de voter les sanctions contre l'Iran, au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le représentant chinois à l'ONU a expliqué la raison du refus de vote de la Chine en déclarant en substance que, quoi qu'opposé aux prises d'otages, son pays n'estime pas que prendre des sanctions contre l'Iran soit un bon moyen pour résoudre les contradictions américano-iraniennes. La Chine en appelle à une attitude de modération et dénonce aussi le rôle de l'URSS qui tente de profiter de la situation pour s'immiscer en Iran.

Evidemment, l'impérialisme américain a du mal à comprendre que, d'une part la Chine condamne l'intervention soviétique en Afghanistan, condamnation

partagée par les USA, et d'autre part refuse des sanctions contre un pays du tiers-monde comme l'Iran.

C'est que l'impérialisme américain ne voit pas toute la différence des motivations qui les animent lorsqu'ils condamnent l'intervention soviétique. Si la Chine le fait dans l'intérêt des peuples menacés par les dangers de guerre, les USA, eux, le font parce qu'ils voient leurs intérêts de surpuissance impérialiste menacés par l'avancée de l'URSS.

Claude LIRIA

Iran : l'Europe s'expose à des sanctions si elle suit les consignes américaines de boycott

Le ministre iranien des pétroles vient de faire savoir que les pays qui se joindraient aux sanctions économiques décrétées par les États-Unis à l'encontre de l'Iran s'exposeraient à ne plus être approvisionnés en pétrole par l'Iran. Cette mesure viserait particulièrement l'Europe et le Japon. Ce dernier s'approvisionnant pour 10 % en pétrole iranien. Par ailleurs, les élections présidentielles fixées pour le 25 janvier pourraient être reculées d'une semaine en raison de l'annulation de la candidature de Jalaleddine Farsi, qui se présentait au nom du Parti de la République islamique (PRI), formation la plus proche de Khomeiny. Le PRI devra désigner un autre candidat.

Zimbabwe : menaces d'interdiction de la ZANU aux élections

En butte aux nombreuses protestations contre l'utilisation abusive des forces armées rhodésiennes dans l'application du cessez-le-feu, le gouverneur britannique, loin de faire cesser les « bavures » qui ont déjà coûté la vie à plusieurs combattants du Front patriotique, s'en prend à la ZANU, la rendant responsable des violations du cessez-le-feu. Depuis plusieurs jours, les autorités britanniques tentent d'opposer la ZANU et la ZAPU, la deuxième composante du Front patriotique, étant soi-disant la seule à appliquer à la lettre le cessez-le-feu. Ce qui gêne en réalité le gouverneur britannique, c'est la vigilance dont fait preuve la ZANU à l'égard des manœuvres des racistes rhodésiens facilitées par la Grande-Bretagne. Voilà pourquoi on veut faire cette organisation et l'empêcher de se présenter aux élections.

Uruguay : la dictature a commis un nouveau crime

« Notre camarade Ruben Porteiros est mort »

Communiqué du Parti Communiste Révolutionnaire d'Uruguay (extraits)

« C'est avec douleur que notre Parti informe que notre camarade Ruben Porteiros, marié, 50 ans, est mort dans les premiers jours de décembre, victime de l'oppression sanguinaire qu'exerce la dictature sur le peuple uruguayen, et de l'acharnement avec lequel elle réprime les militants populaires. »

« El Negro » ou « el Viejo », comme l'appelaient ses camarades et amis, était ouvrier dans la fabrication de boissons, et militait dans la Fédération des Ouvriers et Employés de la Boisson (FOEB), appartenant à la Convention Nationale des Travailleurs (CNT). Il étudiait aussi le droit, pensant toujours à la défense des intérêts de ses frères de classe. Militant exemplaire, avant le coup d'Etat, il a lutté pour l'unité du peuple uruguayen pour affronter le danger dictatorial. Quand la classe ouvrière et le peuple uruguayens, en riposte à la tyrannie, commença l'héroïque grève générale de juin-juillet 1973, nous le trouvons dans son syndicat, dans la lutte, avec toutes les forces qui combattaient le putschisme. Ensuite lorsque le pays fut soumis à l'oppression dictatoriale, il continua à militer pour le Parti et pour le peuple dans la clandestinité. »

En avril 1974, il tomba aux mains des forces répressives avec d'autres camarades persécutés, qu'il cachait dans sa maison. Il fut férocement torturé. Son comportement dans ces difficiles moments fut exemplaire, digne d'un bon fils de l'héroïque classe ouvrière uruguayenne. Ensuite, il fut transféré au camp de concentration appelé « Libertad », où il ne reçut pas le traitement médical que son état nécessitait, vu les lésions causées par la torture. En 1977, son état de santé s'étant aggravé, il fut interné à l'Hôpital Militaire, où il subit l'ablation d'un rein. Malgré l'intervention chirurgicale, de retour à la prison, il ne reçut toujours pas le traitement nécessaire et continua donc avec des problèmes rénaux. Dernièrement, la situation

pénitencière et répressive dans les prisons uruguayennes se dégrade et le camarade Porteiros fut un de ceux qui en souffrirent le plus. Vu le caractère avancé de sa maladie, il fut de nouveau transféré à l'Hôpital Militaire, étant alors condamné. Plus tard, les responsables militaires le remirent à sa famille ; il mourut quatre jours après. (...) Dans le très important isolement national et international dans lequel se trouve la dictature, et devant la montée croissante de la lutte politique oppositionnelle et des masses, la dictature, essayant désespérément de retarder sa fin inévitable, a recouru une fois encore à l'unique riposte qu'elle connaît : la terreur, augmentant toujours plus la répression sur le mouvement populaire. Dernièrement elle a emprisonné quatre dirigeants du Parti National qui s'est distingué pour être aux premiers rangs de la lutte pour la démocratie et la liberté. Les compatriotes, Monsieur Carlos Julio Pereira, le général Ventura Rodriguez, le capitaine Omar Murdoch et le colonel Justiniano Fajardo, suite à un acte de masse réalisé à Montevideo à la fin de novembre, furent emprisonnés ; ceci étant une preuve de la peur de la dictature d'une généralisation de la lutte oppositionnelle. La dictature a également augmenté au cours de ces derniers mois la répression à l'intérieur des prisons où plus de quatre mille compatriotes sont prisonniers. Cette répression est tout particulièrement importante dans les Etablissements Militaires de Réclusion n° 1 et 2 de « Liberté » pour les hommes et Punta de Rieles pour les femmes. En accord avec les dénonciations exprimées par les familles de prisonniers et par les comités de solidarité avec les prisonniers politiques, comme le CDPPU et le SIJAU de Paris, la montée de la répression dans les prisons se traduit par de mauvais traitements, des sanctions arbitraires, des persécutations et d'incroyables détériorations des conditions sanitaires et alimentaires. »

Plus graves encore sont les menaces de mort proférées durant les visites de nuit de la part des gardiens, et l'existence d'un plan qui consisterait à créer une provocation, simulant une fugue collective ou une mutinerie qui serve de prétexte pour éliminer physiquement un important groupe de prisonniers considérés comme « dangereux » par les chefs militaires. (...) NOTRE PARTI ACCUSE :

Le camarade Ruben Porteiros a été assassiné par la dictature. Les uniques responsables de cette nouvelle mort dans les prisons sont les chefs militaires coupables des tortures, des mauvais traitements, de la persécution, du manque d'assistance médicale aux prisonniers et de la dégradation des conditions de réclusion ; et si, à travers une provocation planifiée, se produit un massacre de camarades prisonniers, nous en incombons la responsabilité, devant le monde, à la dictature.

NOUS APPELONS :

Les partis marxistes-léninistes frères, les organisations de solidarité, les organisations solidaires et humanitaires, les personnalités démocratiques et toute l'opinion publique démocratique et progressiste à dénoncer l'assassinat de notre camarade Ruben Porteiros comme conséquences de la situation régnant dans les prisons, à dénoncer les tentatives d'un massacre planifié par la dictature, qui pourrait coûter la vie à de nombreux compatriotes prisonniers. (...) Le communiqué se termine par un appel à envoyer des lettres de protestation et réclamant l'amnistie générale.

Adressez vos lettres et télégrammes au gouvernement uruguayen à : Monsieur Aparicio Mendez Président de la République Orientale de l'Uruguay, Plaza Independencia 776 Montevideo - URUGUAY.

JANVIER 1980

British Leyland (Grande-Bretagne)

Les négociations entre les syndicats et la firme automobile nationalisée, British Leyland, commencées il y a trois mois, ont été rompues lundi 14 janvier au soir, les représentants des travailleurs refusant les offres d'augmentation de salaire jugées insuffisantes. La direction compte augmenter la productivité afin de « rattraper » l'augmentation qu'elle accordera. Elle propose 9 livres de plus par semaine pour les ouvriers qualifiés, et environ 4 livres pour les autres. Les syndicats, quant à eux, réclament une augmentation de 24 livres par semaine. La rupture des négociations pourrait déboucher sur la grève.

Front Polisario

Le Front Polisario a annoncé son intention d'intensifier son offensive militaire contre le Maroc pour 1980. Sur le plan diplomatique, le Front se fixe pour objectif d'obtenir l'adhésion de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Il a lancé un appel aux « Etats amis du Maroc » pour qu'ils cessent leurs livraisons d'armement et qu'ils fassent pression sur Hassan II, afin qu'il engage des négociations avec le Front Polisario.

1er février-20h 30,
salle de la Mutualité (Paris)

**Meeting
contre l'agression
de l'URSS
en Afghanistan**

A l'appel
du PCML et du PCRml

Visite en France du ministre algérien des Affaires étrangères

Premier ministre algérien des Affaires étrangères à se rendre en France depuis la visite d'Abdelaziz Bouteflika en 1973, Mohamed Benyahya s'entretiendra avec François Poncet. Au sommaire des entretiens figurent notamment l'immigration, et le Sahara occi-

dental. Par ailleurs, l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères, Bouteflika, a perdu son poste de conseiller du président de la République voici une semaine, et n'exerce plus désormais aucune fonction officielle.

Inde : la visite de Gromyko annulée

La visite que devait effectuer le ministre soviétique des Affaires étrangères à New Delhi est reportée à une date ultérieure. La raison invoquée officiellement : le « programme politique et diplomatique très chargé » d'Indira Gandhi.

Chômage : encore plus long Des dizaines de milliers de chômeurs sans indemnité

Depuis le début du mois, des dizaines de milliers de chômeurs se retrouvent sans ressource. Sans aucune allocation. C'est là le résultat concret de la mise en application du nouveau système d'indemnisation du chômage. Ce qui leur reste, c'est les assistantes sociales et les aumônes qu'elles peuvent accorder à ceux qui font le siège, qui « crient trop fort »... Dans le département du Nord, ils seraient 3 000 à ne plus toucher un sou, 3 500 à Paris, 5 000 en Seine-Saint-Denis

(banlieue parisienne). Alors qu'officiellement, les offres d'emploi en fin décembre ont diminué de 7,4 % par rapport au mois de novembre dernier, que la durée du chômage s'accroît et passe à 244 jours (9 jours de plus qu'en novembre, plus 9,3 % en un an), que les licenciements économiques se sont multipliés en fin d'année (plus 24,9 % depuis octobre 1979), le nombre de chômeurs indemnisés diminue ! (moins 3,9 % depuis septembre).

Ces chômeurs brutale-

ment privés des maigres ressources de l'Aide publique s'ajoutent au demi-million de ceux qui ne remplissent pas, au départ, les conditions pour toucher des indemnités. Et, c'est ceux-là qui, au bout d'une année qu'ils auront passée sans le moindre subsidie de l'Etat, devront de surcroît se débrouiller pour trouver l'argent de l'assurance personnelle qu'ils devront contracter s'ils veulent être couverts en cas de maladie ou d'accident. Un recul énorme sur le plan de la

législation sociale, des conséquences quotidiennes pour des milliers de travailleurs jetés en marge de la société.

Il y a loin entre le 31 décembre 1979, où le président adressait ses bon vœux aux Français, parlait de solidarité avec les familles défavorisées, et le 1er janvier 1970, où des milliers de familles « défavorisées » se voyaient privées de ressources.

Monique CHÉLAN

Hausses de loyers illicites : la caisse des dépôts condamnée

Le tribunal d'instance du 20^e arrondissement de Paris vient de rendre un jugement qui intéressera tous les locataires en butte à des propriétaires qui n'hésitent pas à appliquer des hausses de loyer supérieures à la « normale », dont le plafond est déjà fixé bien haut. Il a condamné le propriétaire et le gérant de la Caisse des dépôts et consignations (SCIC) à rembourser à leurs locataires les sommes trop perçues pour « hausses illicites de loyer ». Le 3 juillet, 8 locataires d'appartements de la SCIC déposaient un recours collectif auprès du tribunal d'instance, pour protester contre des hausses de 30 à 80 % affectant le même type de bail. Ce qui est important en l'affaire, c'est que le tribunal ait jugé cette démarche collective recevable, et qu'il ait condamné un propriétaire aussi « intouchable » que la Caisse des dépôts et consignations.

Routiers : 62H30 par semaine, 55 000 accidents par an

Soixante-deux heures trente, c'est la moyenne hebdomadaire de travail des routiers. La fédération CFDT des transports vient de publier un « Livre noir » de la route. Un métier où l'on meurt beaucoup : 2,4 fois plus que dans le bâtiment et les travaux publics pourtant considérés comme des professions où les accidents sont nombreux. Deux cent cinquante routiers meurent chaque année sur la route, soit 1 sur 1 210, et 1 711 autres usagers de la route trouvent la mort dans des accidents où sont impliqués des poids lourds. On enregistre 55 000 accidents du travail par an pour une profession qui regroupe 145 000 chauffeurs.

Les raisons de ces accidents résident dans les conditions de travail très dures des chauffeurs : 25 % de leur salaire est constitué de primes au kilomètre. D'autre part, leurs conditions de travail (isolement) ne facilitent pas la lutte syndicale.

Vers une nouvelle grève des médecins ?

A l'issue de la rencontre du 16 janvier, entre le ministre de la Santé et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la situation est toujours bloquée. Jacques Barrot, ministre de la Santé, a maintenu fermement le principe de l'enveloppe globale, qui limite les dépenses de santé et fait dépendre les honoraires des médecins d'une « économie » réalisée en prescriptions de médicaments et d'arrêts-maladie par exemple. Il a par ailleurs indiqué que, si les médecins n'étaient pas d'accord, « il faudrait changer le système », avec ou sans leur participation. Une assemblée générale de la CSMF est convoquée pour le 3 février. Il pourrait en sortir de nouveaux mots d'ordre d'action. « Le gouvernement veut, en fait, changer les modalités de remboursement des frais supportés par les assurés, et faire endosser cette modification par les médecins ». La CSMF refuse ce coup fourré.

Communiqué

LA LIBRAIRIE POPULAIRE (paris) ORGANISE
Le samedi 19 janvier à 14 h 30
un débat sur le thème :
LE LOGEMENT A L'HEURE
DU LIBÉRALISME GISCARDIEN --
QUELLES NOUVELLES FORMES DE LUTTE ?

Hausses de loyers de 20 à 30 % dans les HLM, escalade dans le secteur libre, dépeçage de la loi de 1948, et, partout, gonflement du montant des charges. Quant à la réforme de l'APL, qui voit un début d'application, elle désavantage le plupart des familles populaires.

- Où veut en venir le pouvoir ?
- Quels sont les freins à l'application des plans gouvernementaux ?
- Quelles luttes se développent aujourd'hui ? Comment les faire progresser ?
- Des comités locaux aux « syndicats du logement », quelle forme d'organisation privilégier face à l'ampleur des attaques ?

LIBRAIRIE POPULAIRE
23, RUE SAINT-SAUVEUR - PARIS 2^e

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 - Compte No 668 J
CCP No 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

Léon CLADEL

Régime des retraites

Baisse du revenu des retraités

Au cours du dernier conseil des ministres, Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a fait un bilan de l'évolution des régimes de retraite depuis dix ans. Bien sûr, le ministre est satisfait. Il n'a pas fait mention dans son bilan des difficultés croissantes des vieux travailleurs pour boucler leur budget ni du déséquilibre financier des différents régimes de retraite.

Dans son bilan Barrot a indiqué qu'entre 1974 et 1979, le pouvoir d'achat des pensions du régime général, aurait augmenté de 4,4 % en moyenne par an. Dans la même période le pouvoir d'achat des titulaires du minimum vieillesse, aurait été majoré de 9 % annuellement. On peut se demander si le ministre tient compte dans ses conclusions de l'inflation qui est officiellement de 12 % par an.

Par ailleurs, depuis la dernière session parlementaire, les retraités doivent payer des cotisations de Sécurité Sociale. Ils doivent verser 1 % de leurs ressources et 2 % de leur retraite complémentaire à la Sécurité Sociale. Voilà qui est particulièrement odieux, quand on sait que la moyenne des retraites du secteur privé tourne autour de 1 500 F par mois. Il faut savoir aussi qu'à la suite d'une mesure très récente, les mêmes re-

traités doivent payer 150 F par jour au-delà de deux mois d'hospitalisation. Beaucoup ont été de fait chassés de l'hôpital. Dès lors comment parler de bilan positif des retraités ?

Il est indéniable que la crise économique et le développement du chômage aggravent les difficultés des caisses de retraite. Chaque chômeur représentant une cotisation de moins.

Autre difficulté, que le pouvoir utilise dans sa propagande nataliste, la baisse de la démographie et le vieillissement de la population. D'après les prévisions, il y aurait en France 14,5 millions de plus de soixante-cinq ans en l'an 2 000, au lieu de 13,4 millions en 1975. Le nombre des moins

Mort de froid ?

Depuis le début de cette vague de froid, chaque jour apporte la nouvelle de plusieurs morts. Morts de froid, comme ce vieil homme de 76 ans, près de Metz, qu'on a retrouvé sans vie, au matin, à côté de sa cuisinière qui s'était éteinte, pendant la nuit. Morts asphyxiés, comme Mme Bluette, à Châtillon sous Bagneux, dont les appareils à gaz, défectueux, ont consommé tout l'oxygène de la pièce. Chaque jour, trois, quatre morts. Morts de froid, vraiment ?

de vingt ans, tomberait de 32 à 26 millions. La proportion actifs-retraités, entre ceux qui paient et ceux qui perçoivent, devrait donc encore se dégrader.

Voilà un bon prétexte que le pouvoir va utiliser pour demander aux vieux travailleurs de se serrer la ceinture. Ce qu'il oublie dans cette argumentation qui se veut mathématique, c'est que tous ces travailleurs ont largement payé leurs retraites, en cotisant pendant des années.

Et que beaucoup d'ouvriers ne profitent même pas de leur retraite, tellement ils sont usés quand ils y arrivent !

Pour combler ce déficit des régimes retraite, le pouvoir risque bien de majorer les cotisations ou de diminuer un peu plus le niveau des retraites. C'est aux patrons qui licencient les travailleurs de payer, et non aux victimes de la politique du profit.



Ecole Jean Moulin de Goussainville : les parents d'élèves ont commencé l'occupation des locaux le 8 janvier pour protester contre le mauvais état du système de chauffage. Ailleurs, c'est une crèche qui a dû être provisoirement transférée dans une halte-garderie parce que le chauffage ne fonctionnait pas. Dans plusieurs administrations, le personnel est rentré chez lui parce que la température était plus près des 10 degrés que des 15 « réglementaires »... Sans commentaire.

Automobile : profits ...et licenciements

Par Yves LEPIC



Avec 3 200 000 voitures produites en 1979, l'automobile française se porte admirable bien, si l'on peut dire. Les profits s'entassent dans les coffres-forts de Renault et sont réinvestis soit pour la restructuration des unités de production, soit ailleurs par l'intermédiaire de Renault-Finances. Pour Peugeot-Citroën-Talbot, les choses sont évidemment moins simples dans la mesure où l'achat des filiales de Chrysler-Europe s'est révélé beaucoup moins rentable financièrement que prévu. Mais, dans les deux cas, on parle préretraites (5 000 sur le groupe Renault) et licenciements (2 000 chez Peugeot). Situation étrange direz-vous, pas si étrange que cela, nous allons le voir.

Renault, Peugeot, deux groupes automobiles avec des dizaines de milliers de travailleurs, des chiffres d'affaires immenses, des dizaines d'usines et de filiales partout dans le monde ; bref, une puissance financière considérable, voilà résumée brièvement la réalité de ce secteur dans l'économie française.

LA GUERRE DES MARCHES

British Leyland-Honda, etc. Si les Etats-Unis restent, et de loin, les principaux producteurs mondiaux d'automobiles en 1979, avec 11,29 millions d'unités (contre 12,88 millions en 1978) les constructeurs européens et japonais font le forcing sur les marchés internationaux avec leurs voitures de moyenne et petite cylindrées (de 7 à 12 CV) et en développant des voi-

prévu une baisse de vente de voitures sur le marché intérieur français de l'ordre de 5% pour cette année 1980 (1,9 million de voitures).

Le resserrement du marché rend plus vive la concurrence des groupes monopolistes. Leur préoccupation est double. D'une part, il

en légère hausse avec 818 000 véhicules produits en 1979 contre 807 504 en 1978. La pénétration du marché français par Citroën est de l'ordre de 16,8% en 1979 contre 16,6% en 1978. Talbot-France a produit 380 000 voitures en 1979, soit 15,2% de moins qu'en 1978.

le ravitaillement de son usine qui est sa principale place forte en Afrique.

LA POLITIQUE DES MONOPOLES FRANÇAIS

Les deux monopoles de l'automobile française ont le même objectif : être le premier sur les marchés. Mais, ils ont apparemment des tactiques très différentes. Renault conclut des accords avec des groupes étrangers, achète des filiales dans d'autres secteurs que l'automobile (comme la filialisation de Rivière-Casalis, entreprise de matériel agricole), met sur pied un groupe financier dont le siège social est en Suisse, et qui s'appelle Renault-Finances. C'est d'ailleurs en Suisse qu'a été conclu l'accord avec Volvo.

Renault s'appuie sur ses accords avec les autres groupes pour pénétrer les marchés étrangers. Renault place ses hommes dans ces groupes (l'ex-directeur des services financiers de Renault siège au conseil d'administration d'American Motors). En contrepartie, de la pénétration de marchés étrangers, le groupe produit les véhicules étrangers sur ses chaînes de montage comme les camions de chez Mack à Blainville pour le compte de RVI (Renault-Véhicules-Industriels). Renault préserve jalousement son indépendance du point de vue financier.

Peugeot a opéré diffé-

troën et Berliet.

LES MEMES CONSEQUENCES POUR LES TRAVAILLEURS

Pour les travailleurs, le résultat de ces politiques est le même : licenciements, développement de l'intérim, préretraites, etc. Le fondement de toutes ces « activités » anti-ouvrières, c'est le profit maximum, la rentabilité capitaliste.

Il faut repenser, comme on dit dans les salons, l'automobile. Ainsi, Renault a ramené le nombre de ses modèles de base à 6 : R 4, R 5, R 14, R 18, R 20, R 30. C'est sur la base de ses modèles améliorés (R 5 turbo, etc.) que Renault compte atteindre le chiffre de 2 500 000 véhicules fabriqués en 1985.

L'outil de production doit aussi être revu. Il faut couper les branches mortes, améliorer les coûts de production, faire tourner les usines le plus vite possible, tous les jours, toute l'année avec le minimum de personnes.

La même chose se produit chez Peugeot, qui compte bien se débarrasser Talbot-Grande-Bretagne et rééquilibrer les finances de sa nouvelle filiale Talbot. D'où, bien évidemment, diminution d'horaires (1 h 30 par jour), jours chômés. Ces mesures toucheront 22 000 personnes. Une paille ! Talbot, c'est-à-dire Peugeot, compte ainsi « économiser »

Tableau n° 2 Les dix premiers constructeurs mondiaux (nombre de voitures particulières produites en 1978)

General Motors	5 284 498
Ford	2 557 197
Toyota	2 039 115
PSA Peugeot-Citroën-Talbot	1 869 223
Groupe Nissan (Datsun)	1 733 132
Volkswagen-Audi	1 640 981
Fiat (Fiat, Autobianchi, Lancia, Ferrari)	1 245 924
Renault	1 242 157
Chrysler	1 126 168
Opel (GM, Allemagne)	952 656

faut qu'ils essayent d'élargir leur pénétration du marché intérieur de leur pays ; d'autre part, il faut qu'ils s'emparent de marchés extérieurs. Dans les deux cas, ce sont les plus fragiles, les moins bien organisés, les moins rentables qui coulent les premiers.

La difficulté essentielle pour apprécier la réalité de chaque trust du point de vue des profits réalisés réside dans le fait qu'il a de nombreuses filiales, et que ce qui est vrai pour l'une n'est pas vrai pour les autres. Prenons le cas de Peugeot-SA : Citroën voit ses chiffres de production

Les gros problèmes vont arriver bientôt pour les marchés. Tout simplement parce que l'avance technologique de certains va être

Tableau n° 3 Parc automobile en France au 1/1/78 (millions de véhicules)

	Véhicules particuliers	Véhicules utilitaires	Total
	1978	1978	1978
FRANCE	17,00	2,44	19,44

rattrapé par les autres (ceux qui survivront) et même dépassé parce que la politique du tiers-monde influe grandement sur la « bonne santé » des groupes automobiles. On l'a vu avec l'Iran où Talbot-Grande-Bretagne a perdu ses marchés, ou au Nigéria où Peugeot a failli perdre le privilège de son pont aérien privé entre la France et ce pays pour

remment. Il a racheté Citroën, puis il y a un an, les filiales européennes (France, Grande-Bretagne, Espagne) de Chrysler, pris en mains le secteur poids-lourds de Chrysler (Man). Il y a eu contrepartie financière puisque Chrysler a pris une participation de 15% chez Peugeot comme Michelin en avait pris une de 12% après la cession de Ci-

15 000 voitures sur l'année. Et 2 000 licenciements déguisés ou non sont prévus à Sochaux.

La guerre de l'automobile est sans doute entrée dans sa phase décisive. Les années qui viennent vont voir s'affronter les grands groupes capitalistes de l'automobile dans une lutte sans merci.

Tableau n° 1 Nombre de véhicules construits en France de 1974 à 1977 (en millions d'unités)

	1974	1975	1976	1977
France	3,08	2,86	3,40	3,51

Depuis quelques années déjà, un mouvement de restructuration très important se déroule dans le monde entier dans le secteur de l'automobile. Chacun a pu le voir avec le rachat de Chrysler-Europe par Peugeot-SA, avec les accords Renault-Volvo, Renault-Mack-Trust, Renault-American Motors, les accords

tures de haut de gamme plus compétitives et rationnelles.

D'autre part, le marché international a tendance à se resserrer avec les effets de la crise, même si la « bagnole » reste un des achats essentiels pour les gens. Ainsi, les experts en matière d'automobile ont



Tableau n° 4 Commerce extérieur de l'automobile en 1976 (en millions d'unités)

	Exportations	Importations	Solde
FRANCE	2 086	696	plus 1 390